



ÉTUDE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE : CUBA (1989 – 2005)

Christian Nadeau

Décembre 2005



Université du Québec à Montréal
Pavillon Hubert-Aquin, Local A-1560
1255 rue St-Denis
Montréal (Québec) H2X 3R9
Tel : (514) 987 3000 # 3910
www.ceim.uqam.ca

Table des matières

Introduction	1
Chronologie	1
Les réformes	3
Économie	7
Le produit intérieur brut	7
La politique monétaire	7
Les dépenses sociales	8
Le commerce extérieur	8
Le pétrole	10
L'agriculture	11
L'industrie touristique	12
L'industrie pharmaceutique	12
Les formes d'entreprises	12
Société	13
Les inégalités	13
La cohésion sociale	14
Les classes sociales	15
La force de travail	16
La famille	17
Les jeunes	18
La démographie	19
Politique	19
Le gouvernement	19
Le régime	20
L'armée	20
Les moyens de communication	20
Idéologie	21
Les mouvements sociaux	21
Diplomatie	22
La religion	25
Les organisations de masses	27
Les associations	27
Conclusion	28
Références	Error! Bookmark not defined.

Introduction

Dans ce travail, nous nous proposons d'étudier la société cubaine en mettant l'accent sur les changements sociaux survenus depuis la chute du bloc soviétique en 1989 et ce, jusqu'en 2004. Après trente ans de révolution communiste marqués par une étroite collaboration entre le régime cubain et les pays liés au bloc soviétique, la chute de ce dernier a mené Cuba dans une situation de crise économique sans précédent pour le pays. Après une période d'attentisme de la part des autorités gouvernementales, une série de réformes a été implantée à partir de 1994 afin de sortir le pays de son marasme économique. Ce sont les changements en profondeurs induits par ces réformes qui seront étudiés tout au long de ce travail.

En premier lieu, nous effectuerons un exposé de la chronologie des événements en rappelant brièvement la période soviétique, en exposant les effets de la crise qui a suivi et en expliquant comment les réformes ont, tant bien que mal, permis un retour vers la croissance économique. Nous traiterons ensuite des changements intervenus à Cuba. Sur le plan économique, nous exposerons la manière toute particulière grâce à laquelle Cuba est sorti de la crise, sans aide de la part des organisations financières internationales et à contre-courant des mesures habituellement préconisées par ces dernières. Nous dresserons ensuite un portrait de l'évolution de la société cubaine caractérisée par un accroissement des inégalités dans un contexte de complexification et de diversification sociales. Nous remarquerons l'émergence (ou la réémergence) de certains acteurs tels que l'entreprise privée, l'Église catholique et la nouvelle classe dite des *technocratico-patronaux*¹. Nous porterons aussi attention sur les perdants de la nouvelle situation, dont font partie la plupart des travailleurs de l'État, ainsi qu'une forte proportion d'Afro-cubains et de jeunes. Sur le plan politique, nous verrons que l'ouverture sans précédent du régime pendant la phase d'attentisme du début de la crise s'est refermée dans les années qui ont suivi. Sur le plan diplomatique, nous présenterons principalement les succès et les échecs de Cuba à l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'évolution des relations avec les États-Unis.

Chronologie

En réaction à l'embargo américain déclaré peu après la révolution de 1959, Cuba s'était rapproché du bloc soviétique pour se joindre en 1972 au Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON), organisation d'intégration économique instaurée par l'Union des républiques socialistes soviétique (URSS). Au sein du COMECON, Cuba a réalisé une ouverture de son économie vers une spécialisation dans l'exportation de matières premières en échange de l'importation de nourriture, de pétrole et de biens d'équipement. Les prix préférentiels accordés par l'URSS dans les échanges revenaient, de fait, à des subventions importantes à l'économie cubaine². À l'aide de ces subventions, Cuba a mis en place des services

¹ L'expression *technocratico-patronaux* est utilisée par Dilla Alfonso (1999b).

² Cardoso et Helwege ont estimé que ces subventions ont fluctué entre 10 et 15% du produit social brut pendant les années 1978 à 1986. Pour leur part, Pastor et Zimbalist ont estimé ces subventions à 22% du revenu disponible (Cités par Escaith, 1999, p.57).



sociaux comparables à ceux des pays développés, ce que reflètent les indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie où Cuba se situe en tête des pays d'Amérique latine (Escaith, 1999, p.58). Cette intégration économique particulière a créé une dépendance envers le bloc soviétique de même qu'une absence de soucis d'efficacité dans l'économie. Dans les années 1980, les premiers signes d'essoufflement sont apparus. L'économie a pratiquement stagné entre 1986 et 1989 (Dilla Alfonso In : Bovy et Toussaint, 2001, p.153), alors que le gouvernement mettait en place un *processus de rectification* : tentative de flexibilisation de l'organisation de la production et des salaires, distance face à la *perestroïka* de Gorbatchev et rhétorique anti-marché. Ce processus de rectification a été interrompu en 1989, suite à la chute du bloc soviétique et avec l'entrée de Cuba dans la plus grande crise économique de son histoire.

Entre 1989 et 1993, le niveau de vie à Cuba s'est détérioré rapidement. Le revenu disponible par habitant a diminué de 40% (Cole, 2002, p.3). À la mi-septembre de 1990, les porte-parole du gouvernement ont déclaré que le pays était entré dans une « *période spéciale en temps de paix* ». La nourriture était rationnée, les coupures de courant en rotation étaient la norme, les transports étaient paralysés à cause du manque de carburant ou de pièces, et la bicyclette était devenue le principal moyen de transport (Alvarez et Messina, 1996, p.176). Les équipements médicaux, sans pièces de rechange, restaient brisés. L'absence de médicaments a amené les médecins à soigner à l'aide de plantes et d'herbes. Le manque de papier avait entraîné une pénurie de magazines et de journaux. Le gaz n'était disponible que pendant quelques heures, le matin et le soir (Cole, 2002, p.3). L'agriculture, fortement mécanisée, manquait d'engrais, de fertilisants ou de pièces de rechange (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.121). Le capital productif, tant physique qu'humain, était rapidement devenu obsolète. Par exemple, l'industrie légère ne produisait plus en 1993 que 23% de ce qu'elle produisait en 1989. En conséquence, le sous-emploi massif a fait son apparition, les files d'attente se sont allongées et les prix sur le marché noir ont augmenté (Escaith, 1999, p.59-60). Les pénuries étaient telles qu'entre 1990 et 1995, le taux de crimes violents a cru de 55% comme l'illustre le tableau 1 ci-dessous.

**Tableau 1 : Indice du nombre de délits dénoncés aux autorités
(L'indice est basé sur la période 1948-1958 qui prend la valeur 100)**

<u>Périodes</u>	<u>Indice du nombre de délits</u>
1948-1958	100
1959-1962	116
1963-1973	51
1974-1980	88
1981-1984	61
1985-1988	87
1989-1994	169

Source : Cruz Ochoa, Ramón de la. 2000. «El delito, la criminología y el derecho penal en Cuba». Revista Electrónica de Ciencia Penal y Criminología, n° 2 (février). En ligne. <http://criminet.ugr.es/recpc/recpc_02-02.html>. Consulté le 10 novembre 2005.

La crise a été gérée à partir de la base, par des groupes locaux et régionaux qui ont coordonné les efforts des Cubains face à la crise. Certains de ces groupes ont si bien réussi que, dans plusieurs localités, la qualité de vie était meilleure qu'à La Havane (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.84). Pour sa part, l'État a maintenu son rôle prédominant dans l'économie et il a conservé de son mieux les acquis sociaux de la révolution (Chávez Negrín, 2000, p.6). Il a

rationné sévèrement les produits alimentaires, les biens de consommation, le carburant et l'électricité (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.121). Ainsi, en répartissant dans la société le peu de ressources disponibles et en renonçant à déplacer le fardeau de la crise vers les secteurs perdants, l'État a évité l'apparition de l'extrême pauvreté (Chávez Negrín, 2000, p.6).

Les réformes

La crise de 1989 à 1993 a été la période la plus difficile économiquement mais, paradoxalement, la plus ouverte du point de vue politique. Déjà, depuis 1986, il n'y avait plus de modèle cohérent d'accumulation économique, le climat politique était relativement tolérant et les premiers signes de division au sein du pouvoir s'étaient fait sentir (Dilla Alfonso, 2002, p.60). À l'occasion du 4^{ème} Congrès du Parti communiste cubain (PCC) en 1991, la population a été invitée à débattre. Des millions de Cubains ont exercé leur droit de critiquer, de proposer des solutions et de simplement exprimer leurs opinions sur des questions allant de la vie quotidienne aux politiques publiques (Cole, 2002, p.15). 70 000 assemblées ont exprimé plus d'un million de critiques (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.194). Ce grand débat démocratique a entraîné une réforme constitutionnelle en 1992 (Dilla Alfonso, 1999b, p.88-89).

Les réformes constitutionnelles

Depuis la chute du mur de Berlin, Cuba a procédé à deux réformes constitutionnelles. La première, en 1992, a affecté près des deux tiers des articles de la constitution. La plupart des changements ont concerné la sphère économique. Ainsi, la définition de la propriété socialiste a été reformulée pour permettre la propriété coopérative, la propriété mixte, l'autonomie des entreprises, la détention d'une personnalité juridique indépendante et la renonciation au monopole de l'État sur le commerce extérieur. D'autres sphères ont été affectées avec l'interdiction de la discrimination contre les croyances religieuses et l'élection directe des parlementaires. Ont été supprimées les références au centralisme démocratique, à l'unité du pouvoir, à la fondation sociale de l'État basée sur les classes et à la notion de dictature du prolétariat.

La seconde réforme, effectuée en 2002, a visé essentiellement à rendre irrévocable le caractère socialiste du système politique et social établi dans la constitution (Dilla Alfonso, 1999b, p.84; 2002, p.62). Ainsi, selon Alvarez García (2002, p.1-2), alors que la première réforme avait été effectuée dans le sens d'une ouverture économique et politique, la seconde a visé à fermer la porte à la dissension grâce à la consécration de la stagnation du système politique cubain. Déjà, en 1996, Raúl Castro avait confirmé la totale fermeture politique de Cuba en affirmant qu'il n'était aucunement question de laisser une place à la critique ou à l'initiative en dehors du parti (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.138).

Les lois et décrets

Les réformes constitutionnelles ont ouvert la porte à plusieurs réformes, consacrées par des lois et des décrets. Parmi ces réformes, certaines ont visé, à court terme, à arrêter la chute de l'activité

économique alors que d'autres, de nature structurelle, ont visé la reprise de la croissance économique sur le moyen terme. Ces dernières ont été instaurées graduellement afin d'éviter un choc dans la population. L'ensemble de ces réformes économiques a été implanté sans l'appui de la communauté financière internationale (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement) et dans le contexte du renforcement de l'embargo américain ; ce qui a donné lieu à des solutions hors du commun.

- *Réduction drastique du déficit budgétaire* : pendant la crise, le déficit a atteint jusqu'à un tiers du produit national brut (PNB) (Cole, 2002, p.4). Il était donc urgent de rétablir à court terme l'équilibre budgétaire. Les pertes ayant été financées par émission monétaire, il était aussi nécessaire de capter le surplus monétaire. Les mesures suivantes ont été instaurées : nouvelle loi sur l'impôt (impôt sur les bénéfices, les salaires et le travail indépendant, taxe de vente), réduction des dépenses de l'État dont une baisse marquée des investissements, augmentation des prix de certains produits non essentiels tels l'alcool et le tabac, élimination de certaines gratuités, augmentation du prix de l'électricité pour les ménages à haute consommation, augmentation de l'offre de produits en pesos par la légalisation de marchés agroalimentaires, artisanaux et industriels, etc (Escaith, 1999, p.65-68).
- *Captation des devises étrangères en circulation* : alors que l'État manquait chroniquement de devises pour importer du pétrole et d'autres produits de première nécessité, la population en détenait de grandes quantités qui circulaient sur le marché noir. Il était donc urgent pour l'État de capter ces devises, ce qu'il a fait à partir de 1993 en dépénalisant la possession et la circulation des devises étrangères, en développant un circuit de vente officiel de produits en devises³, en autorisant et en facilitant les envois d'argent de l'étranger par l'implantation d'un réseau de guichets automatiques relié au système bancaire international et, enfin, en permettant l'ouverture de comptes de banque en devises (Escaith, 1999, p.62-63; Chávez Negrín, 2000, p.6-7).
- *Restructuration du secteur public* : la bureaucratie et l'inefficacité des entreprises d'État ont conduit à une réorganisation et à une simplification de l'appareil central de l'État dans le sens d'une plus grande autonomie administrative des entreprises. Les ministères et les organismes de l'État ont été réorganisés en simplifiant leur structure et en faisant passer leur nombre de 50 à 32. Les entreprises d'État ont été décentralisées, elles se sont vues imposer une obligation de rentabilité et elles ont été encouragées à accroître la productivité et à exporter davantage. Elles ont instauré un système d'incitation au travail, surtout dans l'industrie sucrière et le tourisme, sous forme de primes sur les salaires. Le fardeau social des entreprises est passé à l'État, incluant celui de l'emploi improductif. Au total, l'emploi public a été réduit de 15% entre 1993 et 1996 (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.125; Escaith, 1999, p.63).
- *Légalisation du travail indépendant* : l'incapacité de l'État à créer des emplois productifs et la prolifération du marché noir, devenu incontournable pour combler les besoins essentiels des individus, ont obligé l'État à permettre le travail à son compte (*por cuenta*

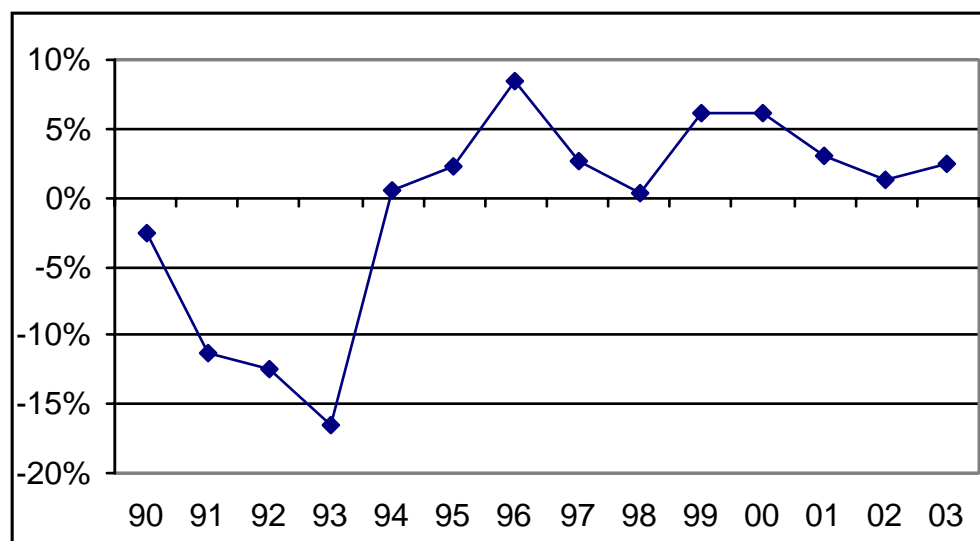
³ Appelé *red de tiendas de recuperación de divisas* (réseau de boutiques de récupération des devises).

propria) et la création de marchés agroalimentaires, artisanaux et industriels (Chávez Negrín, 2000, p.7).

- *Réforme agraire* : les fermes d'État, jusqu'alors improductives et déficitaires, ont été transformées en coopératives. Plus de la moitié des terres de l'État a été transférée en usufruit aux travailleurs. Tout en étant toujours assujetties à des quotas de production, les coopératives ont été autorisées à vendre leur surplus sur les marchés agricoles. En même temps, la culture des produits d'exportation a été stimulée en devises. Grâce à la réforme agraire, l'État a réduit considérablement son déficit budgétaire tout en contribuant à éliminer les carences alimentaires (Escaith, 1999, p.62-63; Chávez Negrín, 2000, p.6-7).
- *Ouverture à l'investissement étranger* : depuis la chute du bloc soviétique, Cuba est confronté à la nécessité de développer son économie dans un monde devenu essentiellement capitaliste. En 1995, le gouvernement a voté une loi autorisant les investissements étrangers dans tous les secteurs à l'exception de la santé, de l'éducation et de la défense. La possibilité de constituer des entreprises mixtes a été accordée, des garanties contre la nationalisation ont été données, le rapatriement de 100% des profits a été permis et quatre zones franches ont été créées. Plusieurs entreprises déficitaires ont été associées au capital étranger afin d'assurer leur autofinancement. Des alliances ont été formées dans les secteurs de l'exploitation du nickel, du pétrole, du tourisme, de la construction, de l'agriculture, des télécommunications, etc. L'ouverture au capital étranger a donné naissance à un secteur émergent constitué d'entreprises mixtes, d'entreprises commerciales cubaines et d'entreprises étrangères. Des banques étrangères se sont installées à Cuba (Escaith, 1999, p.62; Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.124; Cole, 2002, p.13).
- *Restructuration du système bancaire et financier* : l'ouverture économique de Cuba à l'investissement étranger s'est faite avec la création des nouvelles banques cubaines pour faciliter le commerce international et les relations avec les partenaires étrangers. Ces banques ont été soumises à une vérification comptable par des firmes internationales reconnues. De plus, une véritable banque centrale a été créée. Enfin, des bureaux de change ont été ouverts (Escaith, 1999, p.65).

De manière générale, ces réformes ont porté fruit. La crise économique a été arrêtée et le budget a été rééquilibré. Depuis 1999, certains experts parlent d'une récupération économique (Chávez Negrín, 2000, p.7), comme le montrent le graphique 1 ci-dessous. Outre ces réformes de nature économique, le Code pénal a été modifié en 1999 dans le sens d'une augmentation de la sévérité contre les crimes de droit commun. Le gouvernement a également adopté une loi qui visait, en principe, ceux qui se rendraient complice de la loi Helms-Burton⁴ mais qui permet aussi de mettre en accusation toute personne affirmant une opinion contraire à celle du gouvernement (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.144).

⁴ Voir la section de ce document relative à la diplomatie avec les États-Unis.

Graphique 1 : Taux de croissance annuel moyen du PIB à prix constants de 1995

Source : Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL). 2004. *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe*. (LC/G.2264-P/B). Santiago de Chile : Publicación de las Naciones Unidas, 488 p.
En ligne. <<http://www.eclac.cl/badestat/anuario%5F2004>>. Consulté le 1er décembre 2005.

Économie

Nous avons vu que Cuba a traversé une profonde crise économique entre les années 1989 et 1994. Nous avons aussi vu que les réformes, pour la plupart de nature économique, ont réussi à arrêter la chute de l'activité économique et à permettre un retour à la croissance. Dans cette section, nous aborderons les transformations liées au produit intérieur brut (PIB), à la politique monétaire, aux dépenses sociales de l'État, au commerce extérieur, à la problématique de l'approvisionnement en pétrole, aux industries touristiques et pharmaceutiques, ainsi qu'aux formes d'entreprises.

Le produit intérieur brut

Jusqu'en 1989, les comptes nationaux étaient mesurés selon le principe du produit matériel. Ainsi, entre 1975 et 1985, le *produit social global* a augmenté au rythme annuel moyen de 5.1%. Entre 1985 et 1990, la croissance a ralenti, puis s'est arrêtée à cause d'un manque de productivité inhérent au modèle de production soviétique, d'une part, et de la conjoncture, c'est-à-dire du renforcement de l'embargo américain, de la baisse des revenus d'exportation, des conséquences du moratoire décrété sur le paiement de la dette en 1986 et des mauvaises récoltes, d'autre part (Chávez Negrín, 2000, p.4-5). Après 1989, le gouvernement a officiellement adopté la méthodologie internationale pour ses comptes nationaux. Mais, étant donné l'importance du secteur étatique et les biais induits par des considérations politiques, les données reflètent davantage une tendance qu'une mesure de comparaison absolue avec les données d'autres pays (Escaith, 1999, p.56). Néanmoins, cette tendance, mesurée par le taux de croissance du PIB, permet de constater l'ampleur de la crise et l'importance du retour à la croissance qui a suivi (Voir le graphique 1 ci-dessus).

La politique monétaire

Pendant la crise, le financement du budget par émission monétaire avait créé un excédent de monnaie qui s'était traduit, sur le marché noir, par une forte dévalorisation du peso national face au dollar américain. Dans les années qui ont suivi, la politique monétaire cubaine a été orientée de manière à éliminer l'usage du dollar dans l'économie. C'est ainsi qu'une seconde monnaie, dénommée *peso convertible*, a été introduite ; dont la valeur était fixée à parité de celle du dollar des États-Unis. Les banques cubaines ont accordé un taux d'intérêt plus élevé au peso convertible qu'au dollar afin de le rendre plus attrayant.

À partir de 2004, une charge de 10% a été appliquée à l'achat de pesos convertibles avec des dollars. En même temps, toutes les transactions commerciales en dollars entre entreprises cubaines ont été éliminées (CEPAL, 2004, p.10). En conséquence, le dollar américain a été pratiquement retiré de la circulation depuis ce temps (CIA, 2005) Ainsi, le système de double monnaie a permis de réanimer l'activité économique en évitant les effets économiques et sociaux néfastes qu'un ajustement drastique aurait causé, tout en permettant la *dédollarisation* de l'économie (CEPAL, 2004, p.41).

Les dépenses sociales

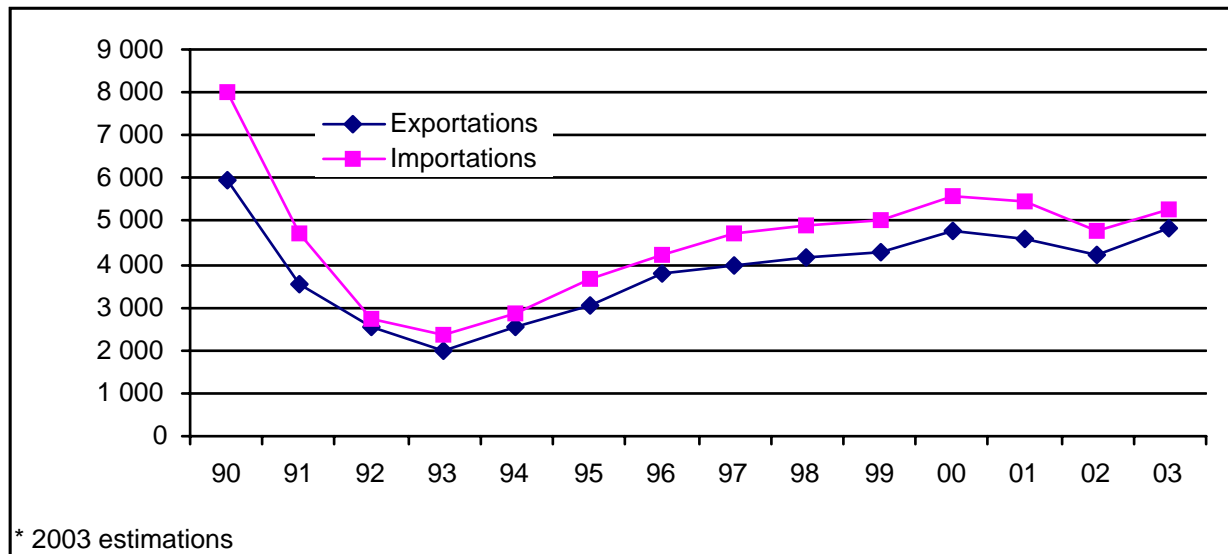
En matière de dépenses sociales, l'État a dû faire face au vieillissement de la population qui a fait passer les coûts de la sécurité sociale de 300 millions de pesos en 1971 à 1 400 millions en 1991, et à plus de 1 900 millions en 1998 (Chávez Negrín, 2000, p.13). Du plus, selon la CEPAL, ces coûts ont plus que doublé entre 1998 et 2002 (2004, p.204). Pour sa part, le panier de biens subventionnés a diminué considérablement depuis les débuts de la crise de telle manière que, en 1998, il ne comblait plus que 60% des besoins en protéines et 30% des calories. La reprise économique de la seconde moitié des années 1990 n'a pas entraîné de hausse de subvention au panier des biens subventionnés mais, au contraire, une réduction de son contenu, ce qui correspondait à la nouvelle logique économique sanctionnée au pays.

Le commerce extérieur

À la fin des années 1980, Cuba effectuait environ 80% de son commerce extérieur avec les pays membres du COMECON. Ces pays achetaient 63% du sucre exporté, 73% du nickel et 95% des agrumes. En retour, ils comptaient pour 86% des importations cubaines, dont 63% de la nourriture importée, 86% des matières premières, 98% du pétrole, 80% de la machinerie et 57% des produits chimiques (Alvarez et Messina, 1996, p.175). Les échanges commerciaux étaient caractérisés par la spécialisation et la dépendance de Cuba dans ses échanges avec le bloc soviétique (Escaith, 1999, p.56-57).

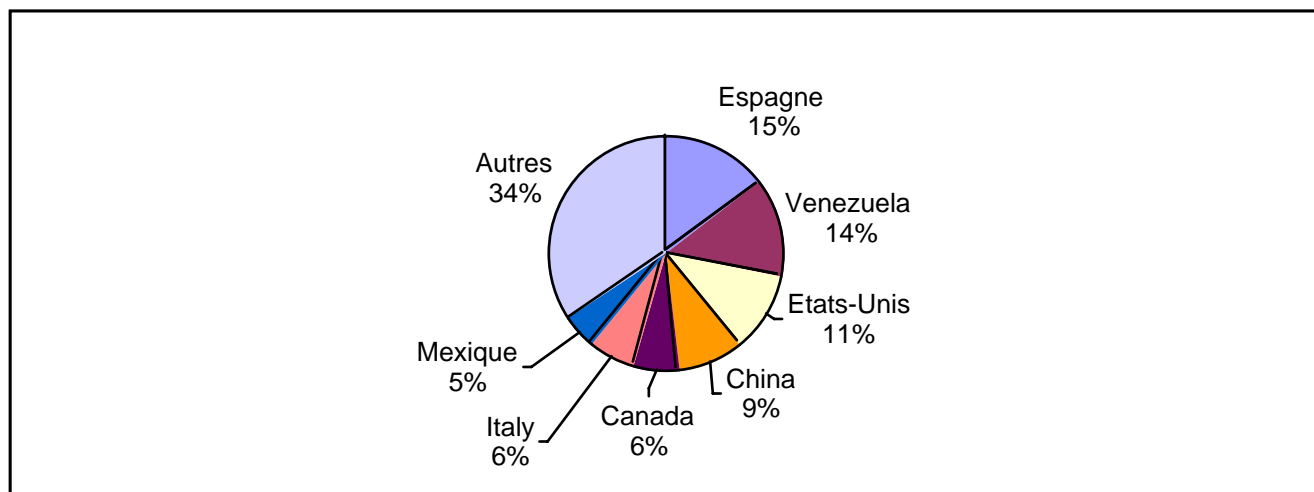
La désintégration de l'Union soviétique a entraîné la dissolution du COMECON, privant ainsi Cuba de relations économiques sur la base de prix préférentiels, de crédits faciles, d'aide au développement et d'assistance technique. Sur une très courte période de temps, Cuba perdait son accès à ses sources de financement et à ses marchés d'exportation, en même temps que le pays réduisait drastiquement ses importations (Chávez Negrín, 2000, p.5). C'est ainsi que les exportations de 1993 n'atteignaient pas un cinquième de celles de 1990, tandis que les importations chutaient de 75% durant la même période (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.121).

Dans les années qui ont suivi, le redressement économique a permis la relance des importations et des exportations, sans toutefois que celles-ci atteignent les niveaux d'avant la crise. Les origines des importations et les destinations des exportations ont également été diversifiées (Voir à cet égard les graphiques 2, 3 et 4 ci-dessous).

Graphique 2 : Commerce (en millions de dollars), par année (1990-2003)

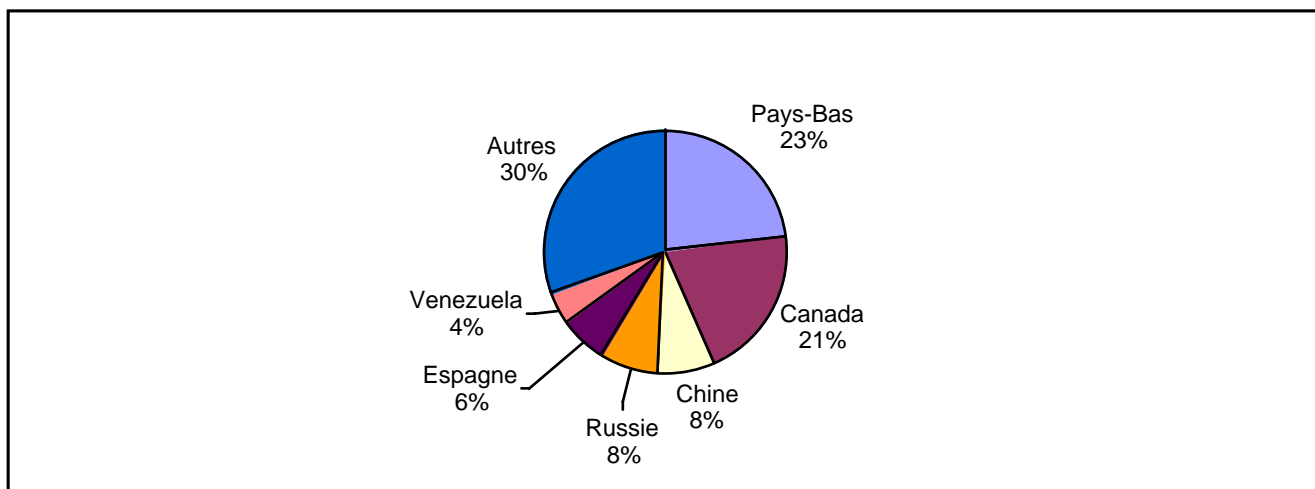
Source : Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL). 2004. Datos del estudio económico de América Latina y el Caribe: Cuba. Onglet Cub09.

En ligne. <http://www.eclac.cl/de/noticias/paginas/7/8597/Cub_CD.xls>. Consulté le 4 décembre 2005.

Graphique 3 : Répartition de la provenance des importations en 2004

Source : Central Intelligence Agency (CIA). 2005. *The world factbook: Cuba*. (ISSN 1553-8133). Washington, DC.

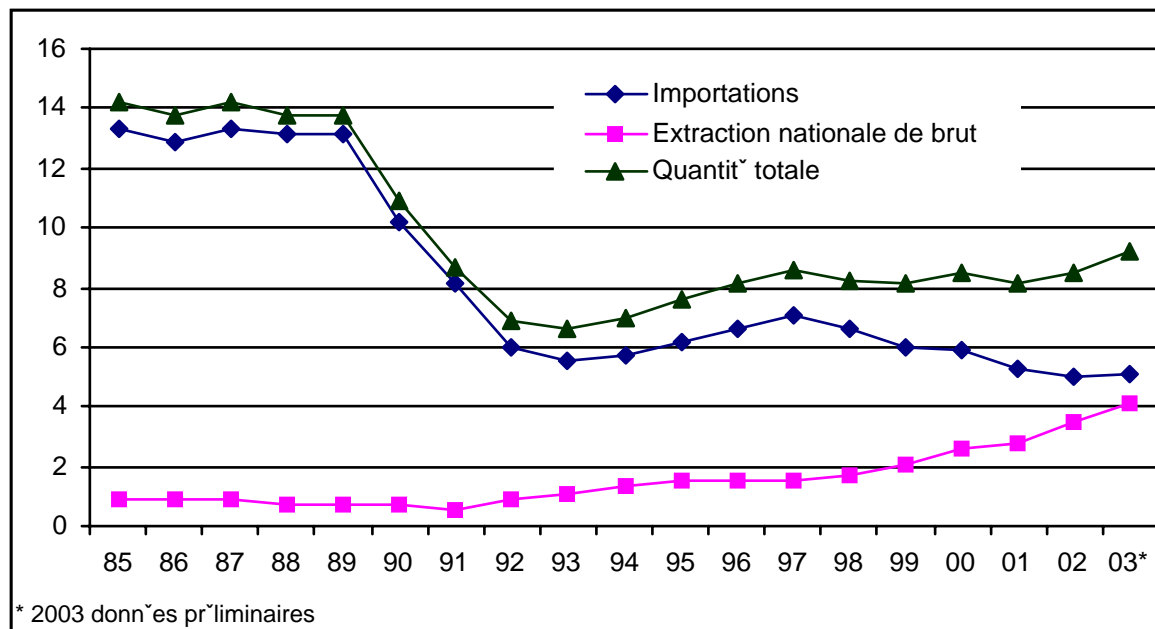
En ligne. <<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/cu.html>>. Consulté le 4 décembre 2005.

Graphique 4 : Répartition de la destination des exportations en 2004

Central Intelligence Agency (CIA). 2005. *The world factbook: Cuba*. (ISSN 1553-8133). Washington, DC.
En ligne. <<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/cu.html>>. Consulté le 4 décembre 2005.

Le pétrole

La crise a particulièrement affecté l'importation de pétrole à Cuba qui est passée de 13.3 à 6.1 millions de barils entre 1989 et 1992. Depuis ce temps, nous l'avons vu, l'agriculture utilise moins de force mécanisée, la bicyclette s'est développée comme moyens de transport et les pannes de courant restent la norme. Cependant, des investissements dans la production pétrolière ont commencé à porter fruit vers la fin des années 1990. Ainsi, en 1999, Cuba aurait produit plus de 40% de sa consommation d'électricité (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.128), comme le montre le graphique 5.

Graphique 5 : Quantité de pétrole et produits dérivés disponible (en millions de barils)

Source : Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) et Instituto Nacional de Investigaciones Económicas de Cuba (INIE). 2004. Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI. (LC/MEX/G.7, LC/L.2091). Mexico, p. 11.

En ligne. <<http://www.eclac.cl/publicaciones/Mexico/7/LCMEXG7/L2091-AE.pdf>>. Consulté le 2 décembre 2005.

En 2000, Cuba a signé des accords à long terme avec le Venezuela dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et des sports. Selon ces accords, des médecins et des auxiliaires médicaux cubains oeuvreront au Venezuela et des malades de ce pays seront traités à Cuba. En échange, Cuba recevra 30 000 barils de pétrole par jour, ce qui devrait permettre de combler complètement ou presque les besoins de l'île (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.128).

L'agriculture

Le secteur agricole à Cuba a traversé une crise majeure entre 1989 et 1993. Selon Alvarez et Messina (1996, p.176), cette crise résulte de trois facteurs : l'inefficacité inhérente à la planification centralisée⁵, la rupture des échanges avec le COMECON et l'embargo américain. Avec la planification centralisée, l'agriculture cubaine était caractérisée par la monoculture d'exportation (sucre), une large mécanisation et une forte dépendance sur les produits importés, tels que les engrais chimiques, les graines et les équipements.

Pour sortir de la crise, Cuba s'est converti à l'agriculture biologique et semi-biologique (Cole, 2002, p.14). La mécanisation a fait place à une utilisation accrue de main d'oeuvre et de force animale (Toussaint In : Bovy et Toussaint, 2001, p.24). En 1993, une loi a consacré la décentralisation grâce à la création de coopératives, appelées *Unidades básicas de producción*

⁵ L'inefficacité a été démontrée dans une étude réalisée à partir des données officielles. Sur une période de 21 récoltes, elle conclue que les fermes étatiques ont moins bien performé que les autres (Alvarez et Messina, 1996, p.176).

cooperativa (UBPC), fondées sur le principe d'une gestion effectuée par les membres élus qui assure leur autonomie et leur rentabilité (Alvarez et Messina, 1996, p.177, 178 tableau 1). Les terres étatiques ont été en grande partie distribuées aux UBPC. De 80% des terres cultivées appartenant au secteur étatique avant la crise, Cuba est passé à 25% après la crise (Cole, 2002, p.10). En 1994, des marchés agricoles ont été établis afin d'éliminer la pratique qui consistait à vendre les surplus de quotas sur le marché noir (Alvarez et Messina, 1996, p.183).

L'industrie touristique

Plutôt marginal avant la crise, le tourisme a été développé au cours des années 1990 afin de générer les devises dont le pays avait fortement besoin. Dans les années 1990, l'industrie touristique a cru de 18% par année en moyenne (Cole, 2002, p.14). Depuis 1997, le tourisme constitue le secteur le plus dynamique de l'économie cubaine et la première source de revenus en devise, devant l'industrie sucrière (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.124).

L'industrie pharmaceutique

Le secteur pharmaceutique s'est bien développé à Cuba, mais il subit les pressions de l'embargo et des multinationales pharmaceutiques (Toussaint In : Bovy et Toussaint, 2001, p.24). Néanmoins, les exportations de produits pharmaceutiques ont retrouvé, vers la fin des années 1990, leur niveau d'avant la crise (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.128).

Les formes d'entreprises

Les entreprises d'État : suite à la crise, les entreprises d'État ont été restructurées dans le but d'assurer leur rentabilité : décentralisation, obligation de profitabilité, incitation à la productivité et à l'exportation, mises à pied, salaires en fonction des résultats de production et fardeau social passant aux mains de l'État. Les directeurs se sont vus octroyer des responsabilités et pouvoirs accrus, avec possibilité de perte d'emploi en cas de fermeture de l'entreprise. Toutefois, beaucoup d'entreprises n'arrivent pas à atteindre et maintenir une discipline financière. Lorsque c'est le cas, les directeurs deviennent facilement les boucs émissaires des travailleurs et le fusible à faire sauter pour le gouvernement (Habel, 1999, p.38-41 ; Escaith, 1999, p.63, 73).

Les entreprises mixtes : alors qu'il n'y avait que quelques entreprises mixtes en 1990, Cuba en comptait près de 400 dix ans plus tard dans les secteurs de l'industrie de base, des mines, des télécommunications et du tourisme (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.124).

L'entreprise privée individuelle : dans les années 1970, le travail indépendant (*cuentalpropista*) a généré de hauts revenus pour ceux qui le pratiquaient. À contre-courant de la politique officielle de distribution égalitaire des revenus, le travail indépendant était perçu négativement par l'État. En 1993, l'incapacité pour l'État de créer des emplois l'a poussé à donner l'autorisation de travailler à son compte. Depuis ce temps, la politique en rapport avec le travail indépendant n'est pas clairement définie et se caractérise davantage par un laisser-faire que par l'incitation (Carranza Valdès, Gutiérrez Urdaneta et Monreal Gonzalez, 1999, p.104-105; Habel, 1999, p.42-45). Le nombre de travailleurs indépendants est ainsi passé de 25 000 en 1989 à 150 000 en 2002 (CEPAL, 2004, p.11). Artisans et fournisseurs de services à la population exercent environ 200 activités commerciales privées telles que petits restaurants dans les salles à manger des familles

(*paladares*), location de chambres aux touristes, chauffeurs de taxis, réparateurs de réfrigérateurs, de télévisions, d'appareillages électroménagers, de vélos, fleuristes, vendeurs de pizza, de boissons, etc. Les *paladares* sont les plus populaires et représentent 22% des entreprises privées. Les petits commerçants viennent en second avec 12%. L'apport de l'entreprise privée comme aide aux problèmes auxquels fait face le pays est reconnu par l'État mais il n'est pas valorisé (Escaith, 1999, p.64,77; Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.123).

Déconnecté du reste de l'économie, comportant un faible niveau technologique et une intensité de travail réduite, le travail à son compte est néanmoins très lucratif pour certains à cause de la faiblesse de l'offre étatique, de l'excédent monétaire qui se concentre dans les mains de l'entreprise privée, de certains lieux géographiques qui sont des mines d'or et des obstacles entraînant des situations de quasi-monopole qui produisent des bénéfices extraordinaires. Parmi ces obstacles, se trouvent la mauvaise perception de l'entreprise privée aux yeux de plusieurs, les obstacles légaux, les matériaux qui ne sont disponibles que sur le marché noir, l'absence de financement, le manque d'information et le besoin de contacts (Carranza Valdès, Gutiérrez Urdaneta et Monreal Gonzalez, 1999, p.104-110).

Société

Les inégalités

Jusqu'en 1980, l'élimination des inégalités a été un objectif central de la révolution (CEPAL, 2004, p.44). En 1980, l'État a procédé à une réforme salariale qui accroissait les inégalités. Néanmoins, dans les années 1980, la distance entre les groupes les plus avancés et les plus arriérés est restée relativement réduite en comparaison de ce qui se passait ailleurs (Espina Prieto In : Bovy et Toussaint, 2001, p.52, 185-186). Presque tout le monde travaillait pour l'État dans des conditions comparables. 3.4 millions de personnes, représentant 94% de la force de travail du secteur civil, formaient une masse relativement homogène (Dilla Alfonso, 1999b, p.91). Avec la crise des années 1990, la situation a changé par suite de l'accroissement de la différenciation socio-économique, de la fragmentation des couches sociales, de l'apparition d'élites et de vulnérables, de l'accès sélectif aux niveaux les plus élevés de consommation, des fortes inégalités non liées au travail, ainsi que du renforcement des liens entre efficacité productive et croissance des groupes sociaux. La mobilité sociale s'est élevée à cause des changements dans les formes de propriété et du passage du travail pour l'État au travail individuel ou dans les secteurs émergents de l'économie (Espina Prieto In : Bovy et Toussaint, 2001, p.185-186). Ainsi, les inégalités reflètent le caractère double de l'économie (secteurs émergents et secteurs traditionnels), ainsi que la circulation différentielle de deux monnaies (Chávez Negrín, 2000, p.7). Ceux qui travaillent dans les secteurs émergents et ceux qui reçoivent de l'argent de l'étranger disposent du peso convertible, garant d'un meilleur niveau de vie, tandis que les autres, ceux qui travaillent pour l'État et ceux qui dépendent de la sécurité sociale, disposent du peso national et rejoignent difficilement les deux bouts. Un sondage récent à La Havane indique que 77% des ménages ne perçoivent pas un revenu suffisant pour couvrir les dépenses de base (Dilla Alfonso, 2002, p.65-66). Cette situation cause beaucoup de frustrations chez ceux qui sont éduqués lorsqu'ils voient qu'un vendeur de pizza ambulante, un valet de chambre ou un petit débrouillard vivant de petits trafics peut gagner 10 fois, 20 fois ou 100 fois le salaire mensuel

moyen. À Cuba, la pyramide sociale est inversée de telle manière que le chauffeur de taxi empoche en 2 ou 3 courses le salaire mensuel d'un chirurgien (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.131).

Malgré ces inégalités, Cuba est tout de même resté une société plus égalitaire que les autres en Amérique latine, mais moins égalitaire désormais que certains pays développés (Dilla Alfonso, 2002, p.67). Certes, le travail a cessé d'être le principal moyen de redistribution et de statut social (Chávez Negrín, 2000, p.7), cependant la propriété privée n'a pas retrouvé son prestige. Les riches sont incapables de transformer leur argent en capital et les différences notables se répercutent au niveau de l'épargne et de la consommation (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.85-86).

Ainsi, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les inégalités auraient augmenté à Cuba au cours des années 1990, mais seraient encore loin de celles qui prévalaient avant la révolution, comme le montre le tableau 2 ci-dessous⁶.

Tableau 2 : Évolution du coefficient Gini

<u>Année</u>	<u>Coefficient Gini</u>
1959	0,57
1963	0,28
1986	0,22
1999	0,41

Source : Ranis, Gustav et Stephen Kosack. 2004. «Growth and Human Development in Cuba's Transition». Institute for Cuban and Cuban-American studies, University of Miami, p. 2,16.

En ligne. <http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/GRanis_SKosack.pdf>. Consulté le 10 novembre 2005.

La cohésion sociale

Dans les années 1980, le haut niveau d'éducation atteint par la population a créé un sujet social complexe et hautement qualifié (Dilla Alfonso, 2002, p.59). Avec les réformes, Cuba a vu s'accroître la diversité dans sa société. Dans les années 1990, la société cubaine s'est ouverte en laissant tomber certains de ses préjugés vis-à-vis de l'émigration, de l'homosexualité et de la religion. Ce qui était tabou témoigne maintenant de moins d'intolérance sociale (Cárdenas Medina, 1998, p.7). De plus, comme nous venons de le voir, l'introduction du marché dans les rapports économiques est devenue un facteur important de diversification sociale à Cuba (Dilla Alfonso, 2002, p.65). Dans ce contexte, certains facteurs favorisent la cohésion sociale alors que d'autres pourraient éventuellement causer un déséquilibre.

Facteurs de cohésion : plusieurs facteurs contribuent à la cohésion de la société cubaine. Ainsi, malgré la crise, il est hors de question pour les Cubains de revenir à la situation d'avant la révolution et de perdre face aux États-Unis (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.83). Pour les Cubains, la révolution est liée à l'indépendance nationale, à une certaine égalité sociale, à un certain progrès matériel et à la participation populaire. Les dirigeants de la

⁶ Le PNUD mesure les inégalités à l'aide du coefficient Gini qui varie théoriquement entre zéro pour l'égalité parfaite des revenus et un pour l'inégalité parfaite. La plupart des pays qui ne sont pas socialistes se situent entre 0.3 et 0.6 sur l'échelle Gini. Cuba est passé de 0.22 en 1986 à 0.41 en 1999 (Ranis et Kosack, 2004, p. 2, 16).

révolution bénéficient d'une légitimité aux yeux de la population. Tous ces facteurs favorisent la cohésion de la société, d'autant plus que les plus grands opposants ont fui vers les États-Unis (Habel, Carranza et Martinez In : Bovy et Toussaint, 2001, p.218).

Facteurs de division : la volonté d'équité et les avancées sociales ne correspondent pas au développement économique du pays qui reste insuffisant. Cette situation pourrait engendrer un déséquilibre insoutenable pour la société cubaine à moyen et long terme (Chávez Negrín, 2000, p.2). Le problème, c'est que le progrès matériel n'est plus. Pire, il ne peut revenir sans sacrifier l'égalité sociale (Habel, Carranza et Martinez In : Bovy et Toussaint, 2001, p.218). Dans les faits, la croissance depuis 1989 résulte de la stimulation d'intérêts individuels, ce qui est contraire au socialisme, accroît les inégalités et constitue un risque de division sociale (Toussaint In : Bovy et Toussaint, 2001, p.31).

Les classes sociales

Les technocratico-patronaux

Dans les années 1960, une couche bureaucratique s'est appropriée une partie du pouvoir au prix de relations clientélo-paternalistes et de l'arrêt du processus de socialisation du pouvoir. Dans les années 1970 et au début des années 1980, la bureaucratie a augmenté, les moyens de communication de masse ont servi à la propagande et la démocratie a été confinée au niveau municipal. La bureaucratie a entraîné la situation de perte de productivité des années 1980. En 1989, les autorités ont dénoncé publiquement certains hauts dirigeants impliqués dans des affaires de corruption (Dilla Alfonso, 1999b, p.87, 90; Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.80-81).

Avec la crise et les réformes qui ont suivi, une nouvelle classe est apparue, celle des *technocratico-patronaux*. L'origine de cette classe se trouve dans la classe bureaucratique. Elle comporte trois composantes : 1) les chefs d'entreprises mixtes, 2) les chefs d'entreprises d'État qui ont obtenu du succès sur les marchés d'exportation et 3) ceux qui se sont enrichis considérablement grâce au marché noir : paysans aisés, intermédiaires commerciaux, prestataires de services, etc (Dilla Alfonso, 1999b, p.90-91). Cette classe possède une capacité de production idéologique et culturelle et se montre à la société comme un symbole de la réussite. Les principaux obstacles au développement de cette classe résident dans l'alliance entre la classe populaire et l'élite politique. Selon Dilla Alfonso (1999b, p.96), le régime devrait craindre davantage cette classe que les dissidents. Elle aurait la capacité de se rallier une large partie de la population composée de la bureaucratie traditionnelle, des travailleurs à leur compte, des salariés des secteurs les plus dynamiques de l'économie et des intellectuels (Cole, 2002, p.16).

Ceux qui disposent de pesos convertibles

En 1994, un quart des Havanais disposait de revenus en devise⁷. En 1997, la proportion était du deux tiers. Dans le reste du pays, entre un et deux tiers en disposait, selon les provinces. Les variations sont grandes d'une famille à l'autre : rentrées occasionnelles à la sauvette, envois d'argent plus ou moins réguliers et, enfin, revenus variables des travailleurs indépendants. En gros, la moitié de la population dispose de devises dans une certaine mesure (Roux, 1999, p.131).

⁷ Dans cette section, nous utiliserons de manière interchangeable les termes *devises* et *pesos convertibles* puisque ces derniers ont remplacé avec succès les devises en 2004.

D'autres sources estiment à 30% le pourcentage de la population ayant accès aux devises (Toussaint In : Bovy et Toussaint, 2001, p.23). Quoiqu'il en soit, le fossé s'agrandit entre ceux qui ont accès au dollar, clé du bien-être minimal, et les autres. Avant la crise, l'État assurait un minimum vital à tous par le biais d'un livret de rationnement (la *libreta*). Depuis, ce livret n'assure les besoins essentiels qu'entre 1 et 3 semaines dans le mois, selon les produits. Ceux qui n'ont pas accès aux devises rejoignent difficilement les deux bouts (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.130).

En 1996, les envois d'argent de l'étranger (*las remesas*) étaient estimés entre 300 et 500 millions de dollars par les autorités cubaines (Roux, 1999, p.131). En 2001, ils étaient estimés à 800 millions de dollars par an (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.122). Depuis que ces envois d'argent ont pris de l'ampleur, avoir de la famille aux États-Unis est bien considéré à Cuba, ce qui n'était pas le cas auparavant (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.85).

Les Afro-cubains

Malgré les efforts de l'État, les perdants des réformes ne sont pas répartis également dans la population. Les Afro-cubains y sont fortement représentés pour plusieurs raisons : les industries de textiles ont été les plus affectées par la crise et elles sont situées dans les provinces orientales où les Cubains d'origine africaine prédominent, les nouveaux centres touristiques se situent dans les zones à concentration de Cubains d'origine hispanique et, enfin, les populations Afro-cubaines bénéficient peu des transferts envoyés par les Cubains des États-Unis car ils ne composent que 3% de ceux-ci (Escaith, 1999, p.78).

La situation des Afro-cubains dans les provinces orientales les amène à immigrer dans la capitale. Ces immigrants, appelés *palestinos*, sont considérés tout juste bons pour s'acquitter des basses besognes. Ils sont mal accueillis dans la capitale où ils subissent le racisme, malgré les efforts de la révolution pour l'enrayer (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.132).

La force de travail

Depuis 1989, plusieurs changements ont touché la force de travail : plusieurs personnes travaillent à leur propre compte, d'autres travaillent pour des entreprises étrangères, d'autres sont soumises à des exigences de productivité d'une économie globalisée et enfin, d'autres subissent le chômage et le sous-emploi (Alvarez et Messina, 1996, p.190).

Les travailleurs de l'État

De 1989 à 1994, la proportion des travailleurs de l'État dans la force de travail est passée de 94.4% à 69.8% (Roux, 1999, p.132). Leur salaire est inférieur au minimum nécessaire pour se reproduire malgré les hausses accordées au fil des ans⁸. Moins d'un tiers de ces travailleurs reçoivent des sommes additionnelles en raison de la proximité des zones privilégiées par la nouvelle dynamique économique (tourisme, technologie de pointe et industrie exportatrice). Les autres travailleurs de l'État doivent forcément s'impliquer dans le travail indépendant formel ou

⁸ Le salaire mensuel moyen est passé de 187 pesos en 1989 à 217 pesos en 1996. En 2001, il était de 249 pesos (Roux, 1999; Bovy et Toussaint, 2001, p.122).

informel, recevoir des sommes de l'étranger ou vivre du marché noir (Dilla Alfonso, 1999b, p.92).

Les travailleurs dans les entreprises mixtes

De 1989 à 1994, la part du secteur mixte dans la force de travail est passée de 0% à 0.6%. Les employés du secteur mixte sont concentrés surtout à La Havane, ils bénéficient des conditions de travail supérieures aux travailleurs de l'État mais doivent démontrer une plus grande efficacité (Roux, 1999, p.132).

Les travailleurs indépendants

Selon les estimations, la part du secteur privé dans la force de travail est passée de 4.2% en 1989, à 21.8% en 1994 et à 11.5% en 1997⁹. (Roux, 1999, p.132; Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.123). En expansion surtout dans les villes, la grande majorité de ceux qui travaillent à leur compte gagnent un revenu net qui, bien que parfois soit supérieur à celui du secteur formel, reste insuffisant pour entamer un processus d'accumulation. Par contre, certains ont accumulé de véritables fortunes qui leur permettent d'affronter avec succès l'offensive fiscale du gouvernement. Les estimations portent à 0.9% la proportion des travailleurs indépendants oeuvrant dans les zones les plus lucratives (Dilla Alfonso, 1999b, p.93).

Les chômeurs

En 1981, 3% des individus d'âges actifs ne travaillaient pas. Ce taux est resté sensiblement le même jusqu'en 1989. En 1994 et 1995, le taux de chômage est passé à 8%. Il est retombé à 6.4% en 1996 (Roux, 1999, p.132). Le chômage constitue donc une réalité à Cuba et il faut prévoir qu'il y en aura dans le futur (Dilla Alfonso, 1999b, p.94).

En 1997, 60% des chômeurs étaient des jeunes, dont une majorité de femmes. Plusieurs détenaient des niveaux d'éducation équivalent au bac ou au brevet. La plupart vivait dans les villes. 71% des jeunes chômeurs disaient ne pas se sentir incités à travailler et être entretenus par la famille, souvent grâce à de l'argent envoyé de l'étranger. En parallèle, les bras manquaient en agriculture et en construction (Roux, 1999, p.141). Vers 2002, le chômage est passé sous la barre des 6% (Cole, 2002, p.4).

La famille

Les effets de la crise et des réformes ont transformé la famille de plusieurs manières. En particulier, elle est devenue un agent social important pour résoudre les problèmes. L'appui traditionnellement apporté par l'État n'étant plus, la famille s'est mise à jouer un rôle avec des ressources minimales et une grande créativité. Le renforcement du réseau familial dans et à l'extérieur du pays est devenu une réalité pour plusieurs familles. Les problèmes matériels qui ont surgi durant la période spéciale ont augmenté considérablement la complexité et le temps nécessaire à l'accomplissement des tâches ménagères, fardeau qui incombe essentiellement aux femmes. La diminution ou la fin de certains services autrefois offerts aux femmes qui

⁹ Ces estimations tiennent compte de la considération de l'Organisation internationale du travail à l'effet que « dans les périodes de crises, il existe, pour chaque travailleur enregistré, 3.5 travailleurs non déclarés. » (Bovy et Toussaint, 2001, p.123).

travaillaient (garderies, lavage des vêtements et réparation des ustensiles domestiques) a aussi augmenté leurs tâches et parfois, réajusté les rôles des sexes.

Le manque de construction de nouvelles habitations a obligé les jeunes couples à vivre chez les parents d'un des deux, entraînant une promiscuité et des conditions de vie difficiles. Le taux de divorce, déjà élevé à Cuba, a augmenté. Le nombre d'enfants par famille est resté petit alors que le nombre de familles recomposées et monoparentales a augmenté.

Les carences alimentaires ont entraîné le développement de certaines maladies. La priorité à l'alimentation des enfants et des aînés s'est faite au détriment des adultes qui souvent travaillent. L'alimentation représentant 61% du budget familial, celle-ci est devenue une source de conflit. Par contre, les carences matérielles ont favorisé l'entraide au sein de la famille et entre voisins. Les réformes ont permis d'opter pour le travail à son compte en concevant la famille comme une unité productive.

Les déficiences au niveau des transports ont amené les gens à regarder la télévision dans leurs loisirs, augmentant ainsi la passivité et réduisant le développement personnel et social. Le manque de médicaments, autrefois assurés par l'État, est devenu une source de stress additionnelle. La recherche de médicaments peut parfois devenir une tâche prioritaire. Lorsqu'un proche entre à l'hôpital, le vêtir et le nourrir adéquatement peut représenter une tâche difficile à accomplir (Chávez Negrín, 2000, p.7-10).

Les familles les plus affectées peuvent être caractérisées selon un ou plusieurs des quatre critères suivants : (Chávez Negrín, 2000, p.10).

- *Selon le lieu de résidence* : cette catégorie comprend les familles des provinces orientales, surtout celles de Granma et Guantánamo, ainsi que celles qui vivent dans les quartiers urbains insalubres ou dans des zones rurales disposant de peu de ressources. Ces familles vivent dans des zones défavorisées car elles sont situées loin des secteurs économiques émergents.
- *Selon la structure de la famille* : cette catégorie comprend les familles étendues composées de membres de plusieurs générations avec des enfants en âge préscolaire et des aînés avec limitations physiques.
- *Selon les caractéristiques économiques* : cette catégorie inclue les familles dont plusieurs membres vivent de l'assistance sociale, celles où les membres gagnent moins que la moyenne, celles dont la femme est au foyer et celles dont la demeure est précaire.
- *Selon les caractéristiques du chef de famille* : cette catégorie inclue les familles dont le chef dispose d'un bas niveau d'instruction, est économiquement inactif ou retraité.

Les jeunes

Les jeunes savent que la situation à Cuba est meilleure que dans d'autres pays du sud mais ils veulent davantage. Ils refusent d'accepter que la révolution ne leur offre pas un travail à la mesure de leurs qualifications (Toussaint In : Bovy et Toussaint, 2001, p.20). Les jeunes n'ont pas vécu la révolution et n'ont connu ni la dictature ni la misère. Ils n'ont pas les référents historiques de leurs aînés. Un fossé sépare leurs aspirations et leurs perspectives d'avenir (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.133).

La démographie

Entre 1990 et 1995, 142 000 personnes ont émigré de Cuba dont 75% aux États-Unis, en majorité des hommes qui étaient des travailleurs, autour de 30 ans et résidents à La Havane (Dilla Alfonso, 2002, p.71). Ensuite, entre 1994 et 2000, 210 000 personnes aux profils semblables ont émigré (Chávez Negrín, 2001, p.11). L'augmentation abrupte du solde migratoire vers les États-Unis entre 1994 et 1999 s'explique en partie en réaction à la crise économique et en partie à cause du traitement préférentiel accordé par les autorités américaines aux immigrés cubains. Par la suite, l'émigration s'est stabilisé suite aux accords intervenus entre les États-Unis et Cuba. À l'intérieur du pays, le flux migratoire a augmenté, principalement à partir des provinces orientales, les plus affectées par la crise économique, vers La Havane (Chávez Negrín, 2000, p.12-13).

Avant la crise, Cuba était caractérisé par une démographie semblable à celle des pays développés avec une faible natalité et mortalité et une espérance de vie élevée. Au cours des années 1990, le fait le plus important sur le plan démographique à Cuba a été le vieillissement de la population qui est devenu le principal problème démographique du pays. Outre l'espérance de vie élevée à la naissance, deux facteurs particuliers ont accentué le vieillissement de la population : 1) le taux de natalité, déjà très bas avant la crise, a diminué à 0.8% à partir de 1992 à cause de la mauvaise situation économique, 2) le solde migratoire externe, composé en majorité de jeunes, a augmenté abruptement dès le début des années 1990 (Chávez Negrín, 2000, p.11-13; 2001, p.3-5).

Le deuxième fait démographique le plus important s'est produit dans la distribution de la population par sexe. Pour la première fois dans l'histoire de Cuba, la population féminine a dépassé en nombre la population masculine (Chávez Negrín, 2001, p.5-6). Ce phénomène pourrait s'expliquer par la composition majoritairement masculine de l'émigration cubaine.

Autre fait notable, le nombre de mariage a crû rapidement au début de 1990 pour ensuite chuter abruptement. Ce comportement aurait été induit par la nécessité de se regrouper pour obtenir des biens. Pour sa part, le nombre de divorces a augmenté de telle manière qu'il était probablement le plus élevé au monde en 1999. Les carences matérielles, et plus particulièrement le manque d'habitation, affectent sans doute le taux de divorce¹⁰. (Chávez Negrín, 2000, p.12).

Politique

Le gouvernement

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire constitue le plus haut organe du pouvoir à Cuba. En principe, elle détient le pouvoir constituant et le pouvoir législatif. Elle désigne les membres du Conseil des ministres, le plus haut organe exécutif et administratif. Elle nomme les juges du Tribunal suprême populaire, le plus haut organe judiciaire. L'Assemblée nationale élit aussi, à même les députés qui la composent, les membres du Conseil d'État qui représente l'État entre les réunions de l'Assemblée nationale. En pratique, c'est le Conseil d'État qui prend les décisions à

¹⁰ Le manque d'habitation force les conjoints à vivre dans la promiscuité avec leur belle-famille, ce qui amène les Cubains à blaguer sur les belles-mères comme étant à l'origine des divorces.

Cuba car l'Assemblée nationale, qui se réunit deux fois l'an, entérine les décisions du Conseil bien plus qu'elle ne les oriente (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.147). Depuis le début de la révolution, Fidel Castro est élu président du Conseil d'État.

Outre l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, Cuba dispose d'Assemblées provinciales et municipales. Depuis la réforme constitutionnelle de 1992, les Cubains y élisent, de manière directe et secrète, leurs représentants. L'ancien système électoral ne permettait que l'élection indirecte des représentants (Dilla Alfonso, 2002, p.62). Dérivant des consultations populaires de 1991, l'idée de la réforme électorale était de donner le pouvoir aux Assemblées du pouvoir populaire à tous les niveaux : municipal, provincial et national. En pratique, les délégués n'ont obtenu aucun pouvoir (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.103-104).

Le régime

La différenciation sociale qui est en cours a des effets politiques certains puisqu'elle fragmente et affaiblit la base sociale du projet révolutionnaire (Dilla Alfonso, 2002, p.66). Le tourisme et les envois d'argent des familles à l'étranger apportent maintenant davantage d'argent aux ménages que l'État ; ce qui réduit la dépendance envers ce dernier et effrite sa base sociale (Escaith, 1999, p.78). Les mises à pied et le chômage contribuent aussi à miner la base sociale du régime (Habel, 1999, p.41-42).

Dans ce contexte, le régime garde un contrôle strict de la société civile naissante. Il a réprimé la limitée et désorganisée opposition et a renforcé la présence policière. Il a conclu des ententes sélectives avec ceux de la nouvelle élite qui ont démontré une loyauté politique. Il incite la population à une large mobilisation nationaliste face à l'agression américaine et au monde néolibéral où il fait apparaître Cuba comme un bastion de dignité humaine (Dilla Alfonso, 2002, p.72).

L'armée

Depuis le début des années 1990, l'alliance militaire de Cuba avec l'URSS est terminée. Le défunt bloc soviétique ne forme plus professionnellement les soldats et n'envoie plus d'équipement militaire à Cuba. Les soldats soviétiques ont quitté l'île. Le budget de la défense est passé de 9.6% du PNB en 1985 à 2.8% en 1995. Toutes les troupes cubaines à l'étranger ont été rapatriées. Selon un rapport du Pentagone aux États-Unis publié en mai 1998, l'appareil militaire cubain est en état de détérioration, il est orienté stratégiquement dans le sens de la défense de l'île et ne représente qu'une menace négligeable sur le plan des forces conventionnelles pour les États-Unis et leurs voisins (Habel In : Bovy et Toussaint, 2001, p.308).

Néanmoins, Dilla Alfonso (2002, p.73) considère que l'armée forme la plus cohérente et la plus forte des institutions étatiques. En effet, les forces armées jouissent d'une grande légitimité populaire et jouent un rôle important dans l'économie, en particulier dans le tourisme. Leur contrôle s'étend sur les grands ministères, le sucre, les transports, les communications et, en partie, sur les marchés agricoles (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.125).

Les moyens de communication

La presse d'opposition a disparue en 1960 (Toussaint In : Bovy et Toussaint, 2001, p.48). Dans les années 1970 et au début des années 1980, avec l'augmentation de la bureaucratie, les moyens de communication de masse ont servi à la propagande et la démocratie a été confinée au niveau municipal (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.80-81). Les médias de masse, écrits ou audiovisuels, sont devenus des pierres angulaires du système politique. À l'exception du cinéma, il n'y a pas de culture de débat à Cuba (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.107-108).

Idéologie

Dans les années 1960, l'étude et l'interprétation de la philosophie marxiste et de ses variantes étaient effervescentes à Cuba. Par la suite, avec le rapprochement à l'URSS, non seulement il n'y avait plus que le marxisme qui était accepté, mais encore, seulement que l'interprétation soviétique du marxisme (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.373). Vers le milieu des années 1980, avec la prise de distance vis-à-vis de la *perestroïka* et la mise en place du processus de rectification, la rhétorique était devenue fortement anti-marché et nationaliste. Mais, dès le début des années 1990, la population a été confrontée à une rupture entre l'idéologie dans laquelle elle avait grandi et la réalité des mesures adoptées par le gouvernement. Par exemple, la création des marchés agroalimentaires a contredit le nerf de l'idéologie du récent processus de rectification qui était fondé sur l'opposition au marché (Dilla Alfonso, 2002, p.60). Aussi, la création des coopératives en agriculture a constitué un changement important dans le discours officiel car Fidel Castro, chef de l'État depuis le début de la révolution, avait toujours référé aux fermes d'État comme étant une *forme supérieure de production agricole* (Alvarez et Messina, 1996, p.177). En conséquence, le marxisme-léninisme, enseigné pendant 15 ans, a été frappé de discrédit (Martínez Heredia In : Bovy et Toussaint, 2001, p.83). Malgré cela, la révolution a si bien réussi à abattre ses opposants et leurs intellectuels qu'il n'y a aucune autre idéologie à Cuba que celle proposée par l'État. Seuls les États-Unis ont produit une autre idéologie, diamétralement opposée à celle de Cuba, mais elle est rejetée par les Cubains à cause de leurs valeurs patriotiques (Dilla Alfonso, 2002, p.57).

Les mouvements sociaux

Le régime castriste a dû faire face à quatre mouvements sociaux dans son histoire. Le premier pendant les cinq premières années de la révolution alors que des contre-révolutionnaires s'étaient réfugiés dans les montagnes et que le terrorisme urbain a surgi. Le second en 1980 lorsque l'ambassade du Pérou a été occupée par des Cubains mécontents et que l'exode vers les États-Unis à partir du port de Mariel s'en est suivi. Le troisième en 1994, appelé la crise des *balseros*, alors que plusieurs fuyaient Cuba dans des embarcations de fortune et que des manifestations ont eu lieu, dont la plus grande dans les quartiers centraux de La Havane. Dans ces trois cas, l'exode a été une partie de la solution. Elle a agit comme une soupape pour évacuer la pression (Dilla Alfonso, 2002, p.56).

En 2002, le projet *Varela*, initié par un groupe de dissidents et fort de 11 000 signatures, a été déposé à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire. Le projet réclamait la liberté d'expression (incluant la liberté de presse), la libération des prisonniers politiques, le droit de créer sa propre entreprise, le pluralisme politique et des élections générales (Pedraza, 2002, p.12). En réponse à cette pétition, le gouvernement cubain a procédé à l'arrestation des principaux protagonistes et il

a amendé la constitution (voir la section sur les réformes) pour y inscrire le caractère irrévocable du socialisme.

Dans ces quatre cas, la base sociale des protestataires n'était pas suffisamment forte pour déstabiliser le gouvernement. Selon Dilla Alfonso (2002, p.70), l'opposition n'a pas réussi à se développer à Cuba à cause des contrôles sociopolitiques, de son incapacité de proposer une alternative crédible et de la continuité de l'émigration.

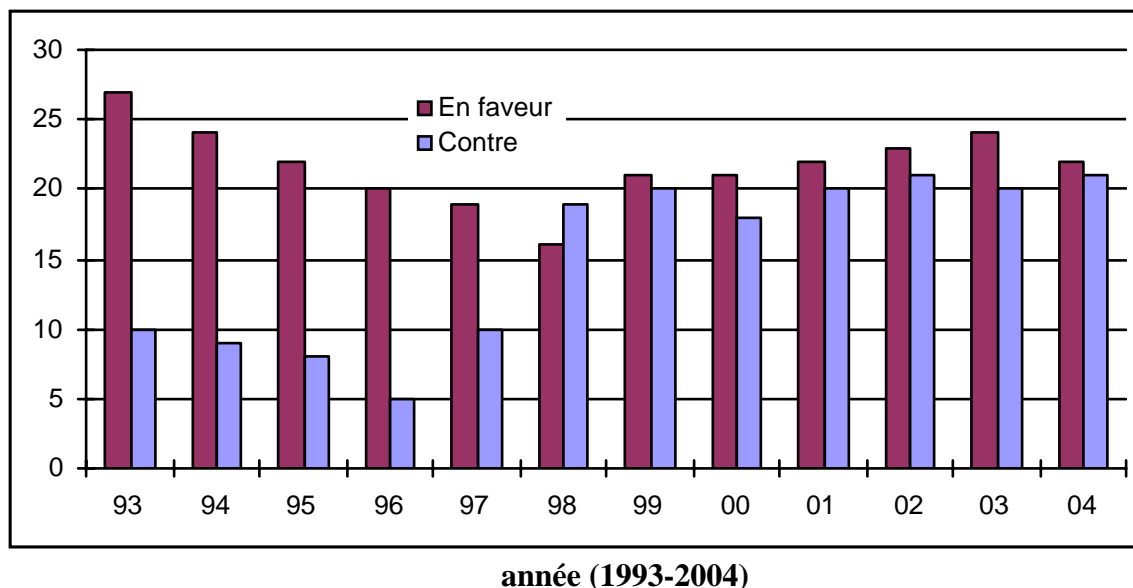
Diplomatie

De manière générale, Cuba a toujours cherché à minimiser son isolement en tissant un maximum de liens avec les autres États et ce, d'une manière plus pragmatique qu'idéologique (Habel In : Bovy et Toussaint, 2001, p.331-347).

Les Nations Unies

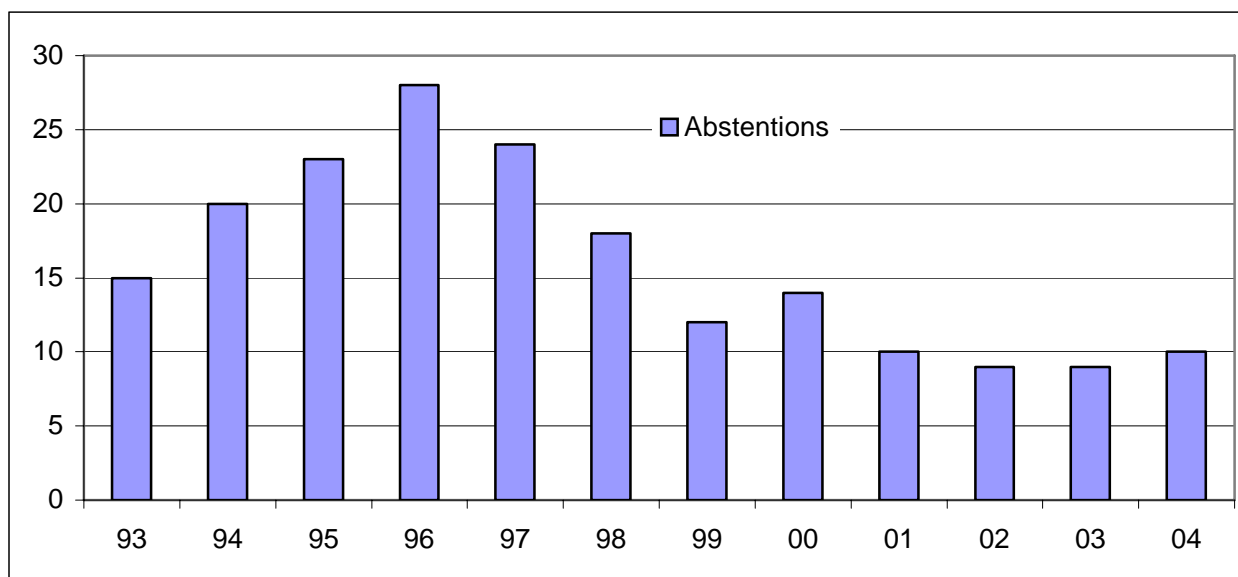
Au sein de l'ONU, Cuba a été à la fois dénoncé pour violations des droits humains et appuyé dans sa lutte contre l'embargo américain. Ainsi, depuis le début des années 1990, des résolutions ont été adoptées contre Cuba par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Entre 1992 et 1998, un rapporteur spécial pour la Commission était même mandaté pour investiguer sur la situation des droits humains à Cuba. En 1998, son mandat n'a pas été reconduit lorsque la proposition de résolution a été rejetée. Dans les années qui ont suivi, le nombre d'abstention lors des votes s'est réduit rendant le vote de plus en plus serré. Malgré cela, des résolutions exprimant des préoccupations à propos des violations des droits humains à Cuba ont continué à être adoptées. (Voir graphiques 6 et 7).

Graphique 6 : Nombre de votes en faveur et contre les résolutions liées aux violations des droits humains à Cuba par la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, par



Source : données tirées des textes des résolutions du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme.
En ligne. <<http://www.unhchr.ch>>. Consulté le 8 juillet 2005.

Graphique 7 : Nombre d'abstentions lors des votes sur les résolutions liées aux violations des droits humains à Cuba par la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies



Source : données tirées des textes des résolutions du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme.
En ligne. <<http://www.unhchr.ch>>. Consulté le 8 juillet 2005.

D'un autre côté, l'Assemblée générale des Nations Unies condamne, chaque année depuis 1992, l'embargo américain. Cette condamnation s'est amplifiée au fil des ans. En 2004, 179 pays ont voté en faveur de la condamnation de l'embargo, 4 contre et 1 s'est abstenu. Du côté du Conseil

de Sécurité des Nations Unies, les tentatives répétées de résolutions contre Cuba sont restées infructueuses (Weerts In : Bovy et Toussaint, 2001, p.320).

La visite du pape

Sur le plan diplomatique, la visite du pape à Cuba en 1998 a apporté une certaine légitimité au régime cubain. Notamment, elle a accéléré le mouvement de condamnation de l'embargo américain à l'ONU. Cette visite a aussi entraîné le rétablissement des relations avec Cuba par le gouvernement guatémaltèque. Aux États-Unis, la venue du pape a affaibli le lobby cubain (Habel In : Bovy et Toussaint, 2001, p.315), et a permis le retour des vols directs avec Cuba, vols interrompus depuis 1996 (Cárdenas Medina, 1998, p.10).

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)

Vis à vis de la ZLÉA, Cuba est le seul pays du continent à être exclu des négociations sous prétexte d'être le seul pays non démocratique. Cette situation reste controversée. En avril 1998, lors du deuxième Sommet des Amériques, plusieurs présidents latino-américains ont critiqué l'absence de Cuba à la table de négociation. En même temps, le Premier ministre canadien Jean Chrétien annonçait son voyage prochain à Cuba (Habel In : Bovy et Toussaint, 2001, p.313). S'opposant à la ZLÉA, Cuba a été l'hôte de conférences réunissant activistes et économistes de tous les pays des Amériques. Avec le Venezuela, Cuba est aussi à l'origine d'une proposition d'alternative à la ZLÉA dénommée Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA).

Les États-Unis

La loi Torricelli, adoptée en 1992, porte le nom de *Cuban Democracy Act* et exige le retour de la démocratie à Cuba. Elle interdit aux filiales d'entreprises américaines installées dans d'autres pays de commercer avec Cuba. Elle impose des restrictions aux navires étrangers ayant préalablement fait escale à Cuba avant d'accoster aux États-Unis. Enfin, elle établit des sanctions frappant les pays qui prêtent assistance à Cuba. De plus, et ce, pour la première fois, elle prévoit des amendes civiles, au montant maximal de 50 000 dollars, contre les violateurs de l'embargo (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.120, 303).

Entre 1992 et 1994, le gouvernement des États-Unis a adopté un nouveau chemin, appelé *Track Two*, dans sa relation avec Cuba. Ce chemin consiste à favoriser les échanges culturels, professionnels et familiaux entre les deux pays afin de développer une société civile qui pourrait se dresser contre le gouvernement à Cuba. En réaction, à Cuba, toute association est maintenant potentiellement suspecte, ce qui cultive la paranoïa du régime (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.99).

En 1994, le solde migratoire vers les États-Unis s'est accentué abruptement avec la crise des *balseros* où 30 000 cubains ont quitté illégalement l'île à bord d'embarcations de fortune pendant l'été. Comme nous l'avons vu, cette situation était une conséquence de la crise économique à Cuba et du traitement préférentiel accordé par les autorités américaines aux immigrés cubains (Chávez Negrín, 2000, p.13). En septembre 1994 et en mai 1995, des accords entre le régime cubain et l'administration des États-Unis ont porté sur l'immigration avec un quota minimal de 20 000 personnes par an (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.126). Ces accords visaient à permettre une migration sûre, légale et ordonnée entre les deux pays. Ils ont permis de stabiliser le flux migratoire. Le nombre de Cubains ayant appliqué pour un visa d'émigration aux États-

Unis est passé de 190 000 en 1994 à 496 000 en 1996 et 732 000 en 1998, sur les 2.5 millions de Cubains éligibles (Dilla Alfonso, 2002, p.71).

En 1996, le *Cuban Liberty and Democracy Act*, mieux connu sous le nom de la loi Helms-Burton, a été adopté dans le but de décourager les investissements étrangers à Cuba afin d'empêcher toute amélioration économique. La loi permet la poursuite judiciaire des sociétés étrangères faisant des affaires avec Cuba lorsque ces affaires sont liées à des propriétés américaines nationalisées par le régime cubain (Bovy et Toussaint, 2001, p.304). Cette loi a soulevé un tollé international à cause de l'ingérence extraterritoriale des États-Unis. En outre, elle a suscité un contentieux commercial avec les Européens (Habel In : Bovy et Toussaint, 2001, p.312).

Aux États-Unis, deux lobbies s'affrontent pour influencer la politique extérieure du pays à l'égard de Cuba. D'un côté, les exilés cubains vivant à Miami, dont les éléments les plus conservateurs se sont imposés comme les représentants de tous les exilés, visent à étouffer le régime en renforçant l'embargo afin d'alimenter le mécontentement populaire à Cuba. Depuis la mort de leur leader, Max Canosa, et la venue du pape, le lobby cubain de Miami est en perte de vitesse (Habel In : Bovy et Toussaint, 2001, p.315). De l'autre côté, le lobby du milieu des affaires prétend miner la base idéologique du régime par l'argent. Il appelle à encourager l'entreprise privée à Cuba qu'il considère comme un éventuel élément anti-systémique. Il voit d'un bon oeil qu'une partie du capital d'investissement de ces entreprises provienne des exilés de Miami. Selon ce lobby, ces investissements soutiennent le secteur non-étatique (Carranza Valdès, Gutiérrez Urdaneta et Monreal Gonzalez, 1999, p.108). Les milieux d'affaires sont motivés par le marché que représente Cuba. En outre, les fermiers de l'Ouest américain, qui exportent déjà vers Cuba, ne demandent qu'à augmenter leurs exportations. Ils argumentent qu'à cause de l'embargo, ce sont les entreprises des autres pays qui développent le marché cubain. Ainsi, de multiples signes d'ouverture ont été constatés au sein des milieux d'affaires américains en 2000 et 2001, dont la Chambre de commerce internationale et Rockefeller (Bovy In : Bovy et Toussaint, 2001, p.142). Selon Dilla Alfonso (2002, p.72), en 2002, la pression allait dans le sens d'une abolition de l'embargo devant l'attrait de Cuba comme marché pour les entreprises américaines.

La religion

Avant la révolution, l'Église n'était pas très ancrée dans les milieux populaires. Elle était liée surtout aux classes moyennes et à la bourgeoisie. Les deux tiers des prêtres étaient étrangers, pour la plupart Espagnols. Lors de la révolution, une partie de la classe moyenne et de la bourgeoisie prit la fuite ce qui fit perdre à l'Église sa base sociale. De plus, lors de la nationalisation des lieux d'enseignement, une grande partie des prêtres enseignants ont fui Cuba. Dans les années qui suivirent, le rapprochement entre Cuba et le bloc soviétique amena la révolution à déclarer incompatible la croyance religieuse et l'appartenance au parti (Houtart In : Bovy et Toussaint, 2001, p.273-276). La puissante Église catholique fut réduite au silence pendant plus de deux décennies (Dilla Alfonso, 2002, p.57). Cependant, Cuba reste le seul pays du camp socialiste à n'avoir jamais rompu les relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Un deuil national de trois jours a même été décrété lors de la mort de Jean XXIII (Houtart In : Bovy et Toussaint, 2001, p.273, 276). Vis-à-vis des croyants, la révolution a été discriminante, mais sans jamais aller jusqu'à la persécution de ceux-ci (Cárdenas Medina, 1998, p.5).

En 1985, le livre *Fidel et la religion* a été publié avec un grand succès. Dans les années qui suivirent, Cuba a découvert que la théorie marxiste affirmant que la religion est l'opium du peuple ne s'appliquait pas dans plusieurs pays d'Amérique latine où la théologie de la libération amène la religion à être plutôt un facteur d'émancipation du peuple. En 1991, lors du IV^{ème} Congrès du PCC, les relations avec l'Église catholique ont été normalisées. L'interdiction pour les croyants d'être membres du parti a été levée et ils ont pu dorénavant afficher publiquement leur foi. En 1996, les sorties de symboles religieux sur la place publique ont été autorisées (Bovy, Houtart et Lazard In : Bovy et Toussaint, 2001, p.122, 277, 295-297).

La visite du pape

En 1996, deux ans avant la visite du pape à Cuba, Fidel a été reçu au Saint-Siège et son entretien avec Jean-Paul II s'est très bien déroulé. Cuba et le Vatican se rejoignent sur leurs interprétations des rapports Nord-Sud, sur la pauvreté et sur la dette des pays du Sud, bien qu'ils ne s'entendent pas au sujet du socialisme et de la théologie de la libération. Pour le Vatican, la théologie de la libération étant d'inspiration marxiste, elle ne peut mener à terme qu'à la promotion de l'athéisme. Pour plusieurs penseurs d'Amérique latine, cette position ne fait pas de sens. Qu'à cela ne tienne, le pape a réitéré sa position contre le socialisme et le communisme lors de sa visite à Cuba. Le risque était grand pour Fidel. En effet, des centaines de milliers de personnes étaient réunies sur les places publiques des quatre plus grandes villes de Cuba, le tout était retransmis en direct sur la télévision et la radio nationale, le service d'ordre n'était pas armé et 3 000 journalistes étrangers étaient présents. Il n'y avait pas de meilleure situation pour un soulèvement populaire qui n'a pas eu lieu (Houtart In : Bovy et Toussaint, 2001, p.279-285).

À l'occasion de la visite du pape à Cuba, la fête de Noël a été réinstaurée comme jour férié et l'Église a retrouvé un accès aux moyens de communication ainsi que la possibilité d'un enseignement catholique. Avant la venue du pape, il n'y avait pas eu de cérémonies religieuses depuis plus de 30 ans dans les places publiques de La Havane. Ce fut aussi la première fois en 30 ans que la télévision transmettait une cérémonie religieuse. La visite du pape a entraîné l'élection par le parlement cubain de Caridad Diego, chef des affaires religieuses pour le gouvernement cubain, comme membre du Conseil d'État. Ainsi, les affaires religieuses étaient maintenant traitées au niveau de la plus haute instance décisionnelle à Cuba (Cárdenas Medina, 1998, p.9-10).

Alors que le pape voulait faire de sa visite un tournant, Fidel n'en a fait qu'une parenthèse (Houtart In : Bovy et Toussaint, 2001, p.279). Néanmoins, l'Église catholique cubaine est devenue la seule institution non officielle reconnue. Par le biais de ses publications, elle a prôné l'entreprise privée en dénonçant les droits des investisseurs étrangers que n'ont pas les Cubains, elle a dénoncé les conditions de travail dans les entreprises mixtes et a demandé à ce que les syndicats jouent un rôle de défenseurs de ces travailleurs (Habel, 1999, p.46).

Cultes d'origine africaine

La religion cubaine est un mélange de la religion catholique et des croyances héritées de l'Afrique (Cárdenas Medina, 1998, p.3). Les Cubains mélangent allègrement la pratique des cultes de telle manière que certains anthropologues ne parlent plus des religions cubaines mais de *La religion cubaine*. Le pouvoir révolutionnaire a voulu folkloriser les rites et croyances africaines par leur enseignement dans les écoles d'art. Croyant que l'alphabétisation ferait

disparaître ses croyances, l'enseignement de leur folklore (chants, danses, peintures et sculptures) a, au contraire, stimulé plusieurs Cubains à s'initier aux rites. L'Association culturelle Yoruba de Cuba est née en 1990. Elle est devenue l'interlocuteur officiel représentant la *Santería*, principal culte d'origine africaine à Cuba (Lazard In : Bovy et Toussaint, 2001, p.292-297).

Les organisations de masses

Les organisations de masse sont nationales, uniques et inclusives. Elles sont uniques en ce sens que, par exemple, celle qui veut s'associer en tant que femme ne peut le faire qu'à travers la Fédération des femmes cubaines. Établies pour représenter leurs membres et orienter les politiques de l'État, elles ne sont en réalité que des courroies de transmission de l'État (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.110-111). Cuba compte neuf organisations de masses :

- *Le Parti communiste cubain* : le Parti communiste cubain (PCC) regroupe 770 000 militants alors que l'Union des jeunes communistes (UJC) en regroupe 500 000. Les membres du parti n'échappent pas à la corruption endémique qui sévit dans le pays. Depuis l'application des réformes, les contradictions entre le discours socialiste et la réalité cubaine affectent négativement le recrutement dans le parti. Pour les jeunes, là n'est pas leur avenir (Habel, 1999, p.48-50).
- *Les Comités de défense de la révolution (CDR)* : les CDR regroupent sept millions de personnes. Aujourd'hui, les CDR sont semblables à des administrations communales; ils dispensent des vaccins, organisent des fêtes, contrôlent la délinquance et le vol, etc. 70% des dirigeants des CDR ont moins de 35 ans (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.100-101).
- *La Centrale des travailleurs de Cuba (CTC)* : la CTC compte trois millions de membres. Depuis 1989, l'État n'est plus le pourvoyeur d'emplois qu'il était. En conséquence, la CTC ne peut plus se contenter de demander pour recevoir. Lors de son XVII^{ème} congrès en 1996, la CTC a reconnu la pluralité des formes de travail et s'est proposée de représenter l'éventail des intérêts des travailleurs cubains (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.101-102).
- *La Fédération des femmes cubaines (FMC)* : la FMC compte trois millions de femmes, soit 85% des Cubaines de plus de 14 ans. Alors que, dans les années 1960, la FMC revendiquait l'égalité pour les femmes, les acquis des années subséquentes l'ont étouffée. La FMC n'a pas combattu le machisme culturel et elle n'a pas fait sienne les luttes féministes. En 1990, les critiques étaient si fortes qu'on envisageait sa dissolution (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.105-106).
- *L'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP)* : fondée en 1961, elle comporte 200 000 membres.
- *La Fédération des étudiants universitaires (FEU)*
- *La Fédération des étudiants du secondaire (FEEM)*
- *L'Union des Pionniers* : regroupe les élèves du primaire.
- *L'Association des combattants de la révolution* : regroupe les vétérans des campagnes militaires historiques de Sierra Maestra, de Gíron, de l'Escambray et d'Afrique (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.110).

Les associations

Depuis 1994, il existe à Cuba des associations civiles, des associations non gouvernementales, des institutions universitaires, des mouvements communautaires, etc. Elles ont lancé de nouveaux débats portant sur l'environnement, les problèmes homme/femme, la participation populaire, les cultures locales, etc. L'État s'oppose à l'indépendance de ces organisations en évoquant qu'elles serviraient de cheval de Troie aux États-Unis. Dilla Alfonso (1999b, p.94) se demande dans quelle mesure cela est-il vrai et dans quelle mesure l'État ne désire-t-il pas simplement offrir au capital étranger un pays en ordre? La constitution reconnaît le droit d'association mais, comme tous les autres droits civils et politiques, celui-ci est restreint s'il porte atteinte à la révolution. L'interprétation de cette règle revient entièrement à l'État et ses fonctionnaires (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.94).

Associations professionnelles : les associations professionnelles réapparaissent dans le paysage cubain au cours des années 1980. Créées par l'État, elles sont inscrites dans le code civil. On retrouve des associations de juristes, d'économistes, de journalistes (l'UPEC), d'écrivains et d'artistes (l'UNEAC), etc. Ainsi, les Cubains sont de plus en plus nombreux à être associés selon leur profession et ce, même si l'adhésion est libre. Dans ces associations professionnelles, les membres discutent de problèmes communs, échangent des idées et créent des liens (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.95).

Associations civiles : désignation officielle des associations créées « à partir du bas », les associations civiles sont inscrites au Registre national d'associations du Ministère de la justice. Elles sont assujetties à la Loi sur les associations et son Règlement, promulgués en 1985. La plupart des 2 200 associations sont nées après 1989. Presque la moitié sont de caractère fraternel ou philosophique (loges maçonniques¹¹, fraternités, groupes philanthropiques). L'autre moitié est composée d'associations sportives, scientifiques, techniques, culinaires, ornithologiques, philatélistes, culturelles, d'amitié et de solidarité. Depuis 1996, l'autorisation de créer de nouvelles associations est limitée. Ces dernières années, une cinquantaine d'associations civiles ont commencé à se transformer dans le but d'obtenir des projets de coopération avec des organisations non gouvernementales (ONG) internationales (López Vigil In : Bovy et Toussaint, 2001, p.96-97).

Conclusion

Bien que les réformes économiques du début des années 1990 aient permis à Cuba de sortir de la crise et de reprendre le chemin de la croissance, l'ampleur de la reprise reste trop faible pour ramener la population au niveau de vie dont elle jouissait dans les années 1980 grâce à l'aide soviétique. L'incapacité pour une grande partie des Cubains de satisfaire leurs besoins essentiels à partir du salaire versé par leur employeur, c'est-à-dire l'État, pousse la plupart d'entre eux à recourir au marché noir ou, autrement dit, à vivre dans l'illégalité. Depuis plus de dix ans, cette situation demeure et Cuba paraît figé. Le régime a affirmé sa totale fermeture sur le plan politique et la population est muselée par les forces de l'ordre et par sa propre autocensure. Sur le plan international, il reste peu probable que les États-Unis, le Venezuela ou quelque autre pays d'importance infléchisse à court terme sa politique extérieure à l'égard de Cuba.

¹¹ Acceptée par le pouvoir révolutionnaire, plusieurs héros de la guerre d'indépendance étaient francs-maçons dont José Martí, Macéo et Máximo Gómez (Bovy et Toussaint, 2001, p.292 note 6).

Ainsi, le régime s'accroche, l'économie demeure fragile et la société reste figée. L'âge avancé du principal protagoniste de la révolution, Fidel Castro, toujours au pouvoir depuis 1959, après avoir fêté ses 79 ans en août 2005, attise beaucoup de spéculations sur «l'après-Castro». Selon ce dernier, la transition s'effectuera dans les sens de la continuité. À notre avis, il pourrait en aller tout autrement. Nous pensons que la présence de Fidel Castro à la tête du pays constitue un facteur de stabilité et que, sans lui, l'appui au régime se trouvera diminué. L'insatisfaction et les frustrations ont pris beaucoup d'ampleur dans la société cubaine. Le durcissement du régime ces dernières années a traduit un affaiblissement sans précédent de sa base sociale. En conséquence, à moins d'une amélioration notable des conditions économiques, le régime n'aura d'autre choix qu'entre l'oppression ou l'ouverture. La situation actuelle ne pourra résister longtemps aux secousses inhérentes à la fragilité de l'économie cubaine et le départ de Fidel Castro ne ferait qu'accentuer la tendance à l'effritement de la base sociale du régime.

Bibliographie

Livres

Bovy, Yannick et Éric Toussaint, 2001. *Cuba : Le Pas suspendu de la Révolution*, Mons (Belgique) : Éditions du Cerisier. 400 p.

Carranza, Julio In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL). 2004. *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe*. (LC/G.2264-P/B). Santiago de Chile : Publicación de las Naciones Unidas, 488 p. En ligne. <<http://www.eclac.cl/badestat/anuario%5F2004>>. Consulté le 1er décembre 2005.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL). 2004. *Datos del estudio económico de américa latina y el caribe: Cuba*. En ligne. <http://www.eclac.cl/de/noticias/paginas/7/8597/Cub_CD.xls>. Consulté le 4 décembre 2005.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), Naciones Unidas, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) et Instituto Nacional de Investigaciones Económicas (INIE). 2004. *Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI*. (LC/MEX/G.7, LC/L.2091). México. 362 p.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL). 2004. *Proyecciones de América Latina y el Caribe*.

Dilla Alfonso, Haroldo. In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Espina Prieto, Marya In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Habel, Janette In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Harnecker, Marta. 2001. *La gauche à l'aube du XXIe siècle : rendre possible l'impossible*. Outremont (Québec) : Lanctôt. 402 p.

Houtart, François In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Lazard, Jean In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

López Vigil, Maria In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Martinez, Osvaldo In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Martínez Heredia, Fernando In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Toussaint, Éric. In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Weerts, Laurence In : Bovy et Toussaint. 2001. Voir Bovy et Toussaint. 2001.

Articles

Alvarez, Jose. 1999. "Independent Agricultural Cooperatives in Cuba?". *Cuba in Transition, Association for the Study of the Cuban Economy*. Miami: Florida International University Press. vol. 9, p.157-164.

_____ et William A. Messina. 1996. "Cuba's New Agricultural Cooperatives and Markets: Antecedents, Organization, Early Performance and Prospects". *Cuba in Transition, Association for the Study of the Cuban Economy*. Miami: Florida International University Press. vol. 6, p .175-195.

Alvarez García, Alberto F. 2002. "Reformas constitucionales y contrarreforma política, una mirada a los bandazos del Estado cubano en los últimos 10 años". Coral Gables, Florida : Institute of Cuban Studies. 6 p.

Berges, Juana. 2001. «Movimientos sociales en Cuba : El caso de las ONG». La Habana : *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS)*. 12 p.

Burchardt, Hans-Jürgen. «Contours of the Future: The New Social Dynamics in Cuba». *Latin American Perspectives: Cuba*. Issue 124, vol. 29, no 3 (mai), 16 p.

Cárdenas Medina, René. 1998?. «El espacio social de la religión en Cuba y la visita de Juan Pablo II». La Habana : *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS): Estudios Sociorreligiosos*. 14 p.

Carranza Valdès, Julio, Luis Gutiérrez Urdaneta et Pedro Monreal Gonzalez. 1999. « La petite et moyenne entreprise à Cuba : le point de vue de trois économistes cubains ». *Dossier : ¿ Cuba sí, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.103-119.

Central Intelligence Agency (CIA). 2005. *The world factbook: Cuba*. (ISSN 1553-8133). Washington, DC. En ligne. <<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/cu.html>>. Consulté le 4 décembre 2005.

Chávez Negrín, Ernesto. 2001. «Transformaciones sociodemográficas en la Cuba de los noventa». La Habana : *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS): Departamento de Estudios sobre Familia*. 12 p.

_____. 2000. «Población y crisis económica en Cuba: la familia y la dinámica demográfica del "período especial»». La Habana : *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS)* Document présenté au Séminaire «Población y pobreza en América Latina», Buenos Aires, Argentina, 9-11 de noviembre del 2000, 20 p.

Cole, Ken. 2002. «Cuba: The process of socialist development», *Latin American Perspectives: Cuba*. Issue 124, vol. 29, no 3 (mai), 24 p.

Cruz Ochoa, Ramón de la. 2000. «El delito, la criminología y el derecho penal en Cuba». *Revista Electrónica de Ciencia Penal y Criminología*, n° 2 (février). En ligne. <http://criminet.ugr.es/recpc/recpc_02-02.html>. Consulté le 10 novembre 2005.

Dilla Alfonso, Haroldo. 2002. «Cuba: The Changing Scenarios of Governability». *Duke University Press: Boundary 2*, vol. 29, no 3, p.55-75.

_____. 2001. *Local Government and Economic and Social Change in Cuba*. Canadian Foundation for the Americas (FOCAL): Research Forum on Cuba (mai), 8 p.

_____. 1999. «The virtues and misfortunes of civil society». *North American Congress On Latin America(NACLA): Report on the Americas*. vol. 32 (mars-avril), p.30-37.

_____. 1999. « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.83-101.

Douzant-Rosenfeld, Denise. 1999. « Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.161-180.

_____ et Maryse Roux. 1999. « Vicissitudes de la vieille Havane ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.145-159.

Escaith, Hubert. 1999. « Cuba pendant la «'Période spéciale' : ajustement ou transition ? ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.55-81.

Estévez, Abilio. 1999. « Méditations sur la littérature cubaine aujourd'hui ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.211-228.

Forteaux, Michel. 1999. « La communauté cubaine des États-Unis : d'"exilé" à "immigré", une nouvelle identité ? ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.197-210.

Habel, Janette. 2004. « Cuba entre pressions externes et blocages internes ». *Le monde diplomatique*. (juin), p.20-21.

_____. 1999. « Cuba dix ans après la chute du mur de Berlin ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.35-53

Minà, Gianni. 2003. « Cuba, le syndrome de l'île assiégée ». *Le monde diplomatique*. (juin), p.8.

Pedraza, Silvia. 2002. «Democratization and Migration: Cuba's Exodus and the Development of Civil Society». *Association for the Study of the Cuban Economy : Cuba in transition*. Vol. 12. (août), 15 p.

Maryse Roux, 1999. « L'intendance quotidienne à La Havane dans les années 90 ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?* Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.121-143.

Ranis, Gustav et Stephen Kosack. 2004. «Growth and human development in Cuba's transition», *Institute for Cuban and Cuban-American studies*, University of Miami, 43 p.

Van Eeuwen, Daniel. 1999. « États-Unis - Cuba : à l'aube d'un second siècle d'affrontement ? ». *Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?*, Paris : Cahiers des Amériques latines. No. 31/32. pp.181-195 .

Vázquez Díaz, René. 2004. « Fallait-il sanctionner Cuba ? ». *Le monde diplomatique*. (février), p.23.